



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*



COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE LA RÉUNION
BUREAU DES SOUTIENS ET DES FINANCES
SECTION BUDGET ADMINISTRATION
Caserne Vérines – 61 rue Victor Mac-Auliffe
B.P 92036
97405 SAINT-DENIS Cedex
Tél : 02.62.93.78.67

Annexe 2 au CCP

**Dispositions contractuelles des marchés subséquents passés sous la
forme d'accord-cadre**

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ SUBSÉQUENT.....	3
ARTICLE 2 : MONTANT.....	3
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 4 : DURÉE.....	3
ARTICLE 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	3
5.1 Commandes.....	3
5.2 Livraisons.....	4
5.3 Délai de livraison.....	4
ARTICLE 6 : CORRESPONDANTS DU TITULAIRE.....	4
ARTICLE 7 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS.....	5
ARTICLE 8 : TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ – PRISE EN CHARGE - GARANTIE.....	6
8.1 Transfert de propriété.....	6
8.2 Prise en charge.....	6
8.3 Garantie.....	6
8.3.1 Durée de la garantie.....	6
8.3.2 Objet et étendue de la garantie.....	6
8.3.3 Modalités de mise en place.....	6
ARTICLE 9 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	7
ARTICLE 10 : PROLONGATION DE DÉLAIS ET SURSIS DE LIVRAISON – PÉNALITÉS POUR RETARD.....	7
ARTICLE 11 : AVANCE ET ACOMPTES.....	8
ARTICLE 12 : RÈGLEMENT – PAIEMENT- FACTURATION – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCE.....	8
12.1 Règlement.....	8
12.2 Paiement.....	8
12.3 Facturation.....	8
12.4 Cession ou nantissement de créance.....	9
ARTICLE 13 : RÉSILIATION.....	9
ARTICLE 14 : CONTENTIEUX JUDICIAIRE.....	9
ARTICLE 15 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	9

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ SUBSÉQUENT

La présent marché subséquent est passé sous la forme d'un accord-cadre, et, a pour objet l'acquisition de véhicules d'occasion de marques variées et banalisés dans le cadre des différentes missions des unités du commandement de la gendarmerie de La Réunion (974).

Il porte sur le(s) lot(s) suivants

Le COMGENDRE précise le(s) lot(s) concerné(s) – numéro du (des) lot(s) et intitulé(s)

LOT 1 => Véhicule petite capacité

LOT 2 => Véhicule grande capacité

LOT 3 => Véhicule utilitaire

ARTICLE 2 : MONTANT

Le COMGENDRE précise les quantités réelles pour chaque lot pour lequel le marché subséquent est passé.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Il est constitué des documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe (Bordereau(x) de prix unitaire(s)) ;
2. le « cahier des clauses particulières » ainsi que l'ensemble des annexes ;
3. l'accord-cadre auquel le marché subséquent est rattaché et ses annexes
4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

ARTICLE 4 : DURÉE

La durée du marché subséquent est précisée au titulaire par le COMGENDRE.

ARTICLE 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

5.1 Commandes

L'exécution du présent marché subséquent s'effectue par bons de commande. Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Avant toute livraison, des opérations de vérification, donnant lieu à l'établissement d'un procès-verbal intitulé « Validation Administrative et Technique » seront réalisées.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par voie dématérialisée, et, comportent les mentions suivantes :

- la référence du marché subséquent
- la nature des fournitures
- la quantité
- le prix unitaire de la fourniture, et, décompte en valeur hors taxes et toutes taxes comprises
- le lieu de livraison
- l'autorité destinataire responsable de la prise en compte des fournitures, ainsi que ses coordonnées complètes
- le numéro d'engagement juridique

La date de réception du bon de commande par le fournisseur tient lieu de notification de la

commande.

En application de l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est adressé appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande seront communiqués au titulaire par le CSPI (Centre de Services Partagés Interministériel).

5.2 Livraisons

Les véhicules livrés par le titulaire doivent être impérativement accompagnés d'un bon de livraison conformément à l'article 21.2 du CCAG/FCS.

Ils seront livrés au :

Centre de Soutien Automobile Gendarmerie (CSAG)
Caserne Sainte-Clotilde
9 Boulevard du Chaudron
97400 ST DENIS

Avant toute livraison, le fournisseur doit prendre attache pour convenir de la date avec les personnels suivants :

- **ADC (TA) GRUMETZ : 02.62.93.78.71**
- **ADC POINTREAU : 02.62.93.78.65**

5.3 Délai de livraison

Le délai de livraison ne peut excéder 7 jours ouvrés, et, court à compter de la date de notification du bon de commande émis à la suite de la validation du PV intitulé « Validation Administrative et Technique ».

Le titulaire a la faculté de devancer les délais après accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6 : CORRESPONDANTS DU TITULAIRE

Pour l'exécution du présent marché subséquent, le représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A) demeure l'unique correspondant du titulaire, et, la seule autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le marché subséquent et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongation de délai d'exécution, de sursis de livraison et d'opérations de vérification.

Le général Pierre POTY
Commandant la gendarmerie de la Réunion
et la zone de défense et
de sécurité du sud de l'océan indien

Caserne Vérines – 61 rue Victor Mac-Auliffe
B.P 92036
97405 SAINT-DENIS Cedex

ARTICLE 7 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS

7.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification, quantitatives et qualitatives, sont effectuées sur un site mis à disposition par le titulaire.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- aux dispositions du bon de commande auquel elles se rapportent ;
- aux spécifications techniques contenues dans l'annexe 1 du CCP de l'accord-cadre auquel se rattache le présent marché subséquent.

Les attributions du RPA sont déléguées au responsable de la réception des véhicules pour ce qui concerne :

- l'exécution des opérations de contrôle effectuées à la livraison ;
- la notification au titulaire des décisions qui en résultent.

7.2 Personnes chargées des opérations de vérification

- **ADC (TA) GRUMETZ**
- **ADC POINTREAU**
- Personnels du Centre de Soutien Automobile Gendarmerie

La présence du titulaire ou d'un de ses représentants n'est pas requise lors de l'opération de vérification.

7.3 Délai ouvert à la personne publique

Le COMGENDRE dispose d'un délai de sept (7) jours à compter de l'analyse des offres pour effectuer les opérations de vérification, et, notifier sa décision.

7.4 Décisions résultant des opérations de vérification

Les résultats des opérations sont consignés dans le procès-verbal « Validation Administrative et Technique ».

A l'issue des opérations de vérification, et, au vu du procès-verbal pré-cité, le personnel habilité notifie au titulaire une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction, ou, de rejet dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG/FCS.

Cette décision, à laquelle est annexé le procès-verbal précité, est établie en trois (3) exemplaires, à savoir :

- un exemplaire pour le titulaire pour notification,
- un exemplaire pour le CSPI,
- un exemplaire original conservé par le CSAG.

Conformément aux dispositions de l'article 30.4 du CCAG/FCS, en cas de décision de rejet, le titulaire est tenu de livrer de nouveau le véhicule commandé pour une nouvelle vérification, dans le délai prévu dans la décision de rejet.

En cas de rejet définitif à la deuxième présentation pour vérification, le présent marché subséquent pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à des indemnités.

Les frais consécutifs aux décisions de rejet (notamment le conditionnement et le transport) sont à la charge exclusive du titulaire.

Le délai d'enlèvement par le titulaire des fournitures ajournées ou rejetées est fixé à quinze (15) jours à compter de la date de notification de la décision de rejet ou d'ajournement au titulaire. Passé ce délai, le COMGENDRE est dégagé de la responsabilité du dépositaire.

Seule la décision (expresse ou tacite) d'admission des véhicules vaut acceptation définitive de ceux-ci.

ARTICLE 8 : TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ – PRISE EN CHARGE - GARANTIE

8.1 Transfert de propriété

La décision d'admission prononcée à l'issue des opérations de vérification, qui équivaut à une décision d'admission définitive des véhicules, est prise sous réserve de vices cachés.

8.2 Prise en charge

La prise en charge du véhicule est effectuée par le responsable du CSAG, ou, les personnes ayant reçu délégation de cette autorité.

8.3 Garantie

8.3.1 Durée de la garantie

Les véhicules sont garantis pendant une période précisée par le titulaire dans le bordereau d'offre. Le point de départ de délai de garantie est la date d'effet de la décision d'admission définitive des véhicules suite à la livraison à destination.

8.3.2 Objet et étendue de la garantie

Les véhicules, objet du présent marché subséquent disposeront d'une garantie :

- d'une durée minimum de trois (3) mois pour un véhicule avec une date de première immatriculation de moins de 36 mois ou de moins de 50 000 km,
- d'une durée minimum de un (1) mois pour un véhicule avec une date de première immatriculation supérieure ou égale à 36 mois ou de plus de 50 000 km

Cette garantie prendra effet, le cas échéant, à l'issue de la garantie initiale d'origine du véhicule.

Celle-ci couvre les éléments suivants et leurs sous-ensembles :

- Le moteur ;
- La boîte de vitesse (le bloc) ;
- Les éléments de liaison boîte/moteur ;
- Le pont/ pont réducteur ;
- Le circuit électrique du moteur ;
- Le circuit d'alimentation du moteur ;
- Le circuit de suralimentation moteur ;
- Les freins ;
- Les spécifications techniques PL.

P.Q.

8.3.3 Modalités de mise en place

Le titulaire doit être en mesure de prendre en charge le véhicule nécessitant l'activation de la garantie dans les 48H suivant l'appel du CSAG.

À ce titre, un numéro d'appel unique sera mis en place, et, précisé dans les documents accompagnants les véhicules.

Le titulaire demeure le temps de la garantie «constructeur» et «occasion» l'interlocuteur unique du COMGENDRE.

À l'issue de la prise en charge du véhicule par le titulaire pour application de la garantie, celui-ci sera convoyé sur le site du CSAG.

Les réparations effectuées feront l'objet d'un compte-rendu détaillé remis au représentant du CSAG.

La garantie inclut l'ensemble des frais de récupération (puis de retour sur le site du CSAG) par le titulaire du véhicule concerné (ex : frais de remorquage si nécessaire).

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer (à ses frais) le véhicule dans un délai de trente (30) jours à compter de la date à laquelle le CSAG notifie au titulaire les anomalies constatées.

La garantie couvre tout vice de fabrication ou défaut de matière.

Si, à l'expiration du délai de mise en œuvre de la garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état ou remplacements.

La garantie ne couvre que les détériorations qui sont imputables à une utilisation normale des véhicules.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

Les prix sont :

- établis en euros (€) ;
- unitaires ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (le taux de T.V.A est indiqué à part).

Le prix est ferme et définitif.

Le prix de règlement est celui en vigueur à la date contractuelle de la commande des prestations et non à la date du jour de livraison.

Il comprend :

- la fourniture du véhicule défini aux spécifications techniques (cf : Spécification techniques en annexe n°1 du CCP)
- la garantie
- la délivrance de l'ensemble des documents afférents au véhicule concerné (cf : Spécification techniques en annexe n°1 du CCP)
- l'immatriculation du véhicule
- la livraison dans les locaux du COMGENDRE

La livraison, comme la mise à disposition, comprend l'assurance, le transport, le déchargement et tous les frais de procédure et droits de douane éventuels.

P.P.

ARTICLE 10 : PROLONGATION DE DÉLAIS ET SURSIS DE LIVRAISON – PÉNALITÉS POUR RETARD

Toutes les personnes ayant reçu délégation pour cela peuvent, dans les conditions prévues aux articles 13 et 21 du CCAG/FCS, accorder une prolongation de délai d'exécution ou un sursis de livraison, sous réserve que :

- le retard prévisible soit dû à une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire
- le titulaire fasse la demande écrite de cette prolongation avant la date d'échéance au CSAG à l'adresse mail suivante : csag.st-denis@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Tout retard de livraison, non admis au bénéfice des dispositions qui précèdent, donne lieu, par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, à l'application de pénalités :

- 50€ par jour ouvrable de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel des prestations est expiré.

Le montant des pénalités est plafonné au montant des matériels non livrés dans les délais contractuels.

ARTICLE 11 : AVANCE ET ACOMPTE

Compte tenu de la durée d'exécution des bons de commande qui est inférieure à deux (2) mois, il n'est pas prévu de versement d'avance ni d'acompte.

ARTICLE 12 : RÈGLEMENT – PAIEMENT- FACTURATION – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCE

12.1 Règlement

Le règlement intervient par virement direct au crédit du compte ouvert au nom du titulaire dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

12.2 Paiement

Le délai global de paiement est de trente (30) jours conformément à l'article L-2192-10 du CCP.

Le point de départ du calcul de ce délai est la date de réception de la demande de paiement, ou, la date d'admission des prestations exécutées si celles-ci est postérieure à la précédente.

12.3 Facturation

Les factures sont obligatoirement transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après ouverture d'un compte sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées devront comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les éléments suivants :

- Le numéro du marché
- Le numéro SIRET du service bénéficiaire (État)
- Le code du service exécutant (SE) de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- un relevé d'identité bancaire.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques.

Conformément à l'article R2191-24 du code de la commande publique, dans le cas des marchés publics passés en lots séparés, le titulaire de plusieurs lots présente des factures distinctes pour chaque lot.

12.4 Cession ou nantissement de créance

Aucun certificat de cessibilité ne sera remis au titulaire.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION

L'inexactitude des renseignements communiqués, ou, l'inexactitude des documents fournis à l'appui de la candidature peut entraîner la résiliation du marché subséquent aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans indemnités.

Lorsque le titulaire, postérieurement à la notification du marché subséquent, contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité, le marché subséquent peut-être résilié en application des dispositions de l'article 41 du CCAG/FCS.

En outre, le R.P.A peut, qu'il y est ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, dans les conditions énoncées au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG/FCS.

La résiliation pour faute peut prévoir l'exécution aux frais et risques du titulaire en application de l'article 45 du CCAG/FCS

Le présent marché subséquent est résilié de plein droit en cas de résiliation de l'accord-cadre.

ARTICLE 14 : CONTENTIEUX JUDICIAIRE

Le tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer le COMGENDRE au titulaire.

Le service à contacter pour l'introduction des litiges est le suivant :

Greffes du tribunal administratif de La Réunion à Saint Denis

Tél. 02 62 92 43 60 – Fax : 02 62 92 43 62 – Courriel : greffe.ta-reunion@juradm.fr

ARTICLE 15 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 9 du présent document déroge à l'article 10.2 du CCAG/FCS en ce que le prix de règlement est celui en vigueur à la date contractuelle de la commande des prestations et non à la date du jour de livraison.

L'article 10 du présent document déroge à l'article 14 du CCAG/FCS en ce qui concerne le calcul des pénalités de retard.

